

Institut Supérieur du Numérique

Examen - Droit des NTIC

Correction complete - Format original avec reponses

1 - Droit des NTIC : Le droit des NTIC, dont le périmètre n'est au demeurant pas strictement défini, recoupe et recouvre donc dans une large mesure le droit de l'informatique, le droit des télécommunications, le droit de l'Internet, le droit du commerce électronique ou encore le " droit du numérique ". C'est-à-dire l'ensemble des dispositions normatives et jurisprudentielles relatives aux NTIC. Il tire son originalité de l'approche sur l'information et la technique.

Reponse : VRAI

2 - Droit de l'Internet : tout dispositif isolé ou tout ensemble de dispositifs interconnectés ou apparentés qui assurent ou dont un ou plusieurs éléments assurent, en exécution d'un programme en tout ou partie, un traitement automatisé de données, autrement dit, l'ensemble de matériels (ordinateur, réseaux) et de logiciels permettant d'acquies, de stocker, de traiter des données pour répondre aux besoins en informations des utilisateurs.

Reponse : FAUX

3 - L'Information : c'est un bien ou une donnée qui se crée et s'échange. Ainsi donc, sans machine l'information n'est rien car pour qu'elle existe elle doit être créée, traitée et transmise.

Reponse : VRAI

4 - Système Informatique : suggère le même objet d'étude du droit de l'informatique mais auquel on a voulu accentuer le volet des télécommunications et de l'espace virtuel, matérialisé par les sites web.

Reponse : VRAI

5 - Droit d'accès : conditions nécessaires à l'utilisateur pour accéder à des données protégées. L'on dispose du droit d'accès et de mise à jour de données personnelles nominatives ainsi que du droit de demander leur suppression, l'utilisateur devra alors être identifié. Les droits d'accès sont pré-définis par administrateur.

Reponse : VRAI

6 - Accès illicite : accès intentionnel, sans en avoir le droit, à l'ensemble ou à une partie d'un réseau de communications électroniques, d'un système d'information ou d'un équipement terminal (ordinateur ou mobile par exemple).

Reponse : VRAI

7 - Droit de la Cybercriminalité : l'ensemble des infractions s'effectuant à travers le cyberspace par des

moyens autres que ceux habituellement mis en oeuvre et de maniere complementaire a la criminalite classique.

Reponse : VRAI

8 - Cyber securite : les actes criminels sont des infractions graves et sont punissables par des peines plus lourdes que les infractions punissables par telephone ni par courrier.

Reponse : FAUX

9 - Acte criminel : ensemble de mesures de prevention, de protection et de dissuasion d'ordre technique, organisationnel, juridique, financier et humain, procedural et autres actions permettant d'atteindre les objectifs de securite fixes a travers les reseaux de communications electroniques, les systemes d'information et pour la protection de la vie privree des personnes.

Reponse : FAUX

10 - Amende : formule delivree par un policier pour obliger un accuse a se presenter devant le tribunal. La citation a comparaitre precise la date, l'heure et le lieu de l'audience en cour. Le defaut de s'y conformer peut entrainer la delivrance d'un mandat d'arrestation contre l'accuse.

Reponse : VRAI

11 - Citation a comparaitre : peine infligee a la personne condamnree l'obligeant a payer une somme d'argent precise. Habituellement, un delai est accorde a la personne condamnree pour effectuer le paiement, mais si elle ne paye pas l'amende dans ce delai, elle devra purger sa peine en prison.

Reponse : VRAI

12 - Mandat d'arrestation : ordre delivre par le tribunal ordonnant l'arrestation d'une personne.

Reponse : VRAI

13 - Bande de frequences : ensemble de frequences comprises dans un intervalle donne.

Reponse : VRAI

14 - Temoin : personne qui temoigne dans un proces. Le temoin est oblige par la loi de comparaitre a des dates, heure et lieu precis. Le defaut de comparaitre peut entrainer la delivrance d'un mandat d'arrestation contre le temoin.

Reponse : VRAI

15 - Acces universel aux services : l'accès aux services de telecommunications pour tous, dans des conditions raisonnables, en permettant un abonnement a ceux qui en ont les moyens et en installant pour les autres un nombre suffisant de telecentres ou de centres communautaires, afin de leur eviter de longs déplacements.

Reponse : VRAI

16 - Donnees informatiques : ordonnance obligeant l'accuse a comparaitre en cour pour repondre des accusations qui pesent contre lui. La sommation precise la date, l'heure et lieu de l'audience. Le defaut de comparaitre peut entrainer la delivrance d'un mandat d'arrestation.

Reponse : VRAI

17 - OPT : l'Office des Postes et Telecommunications : Societe nationale creee par le decret n°88/204 du 21 decembre 1988, chargee de l'exploitation et de la gestion des activites des Postes et Telecommunications.

Reponse : VRAI

18 - Operateur : toute personne physique ou morale exploitant un reseau de telecommunications ouvert au public, ou fournissant au public un service de telecommunications.

Reponse : VRAI

19 - Fournisseur de services : toute entite publique ou privee qui offre aux utilisateurs de ses services la possibilite de communiquer au moyen d'un systeme informatique ou toute autre entite traitant ou stockant des donnees informatiques pour ce service de communication ou ses utilisateurs.

Reponse : VRAI